ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 175 - 28 décembre 1990 - prix : 8 F

Quelles libertés veut-on nous faire défendre dans le Golfe ?

M 6189 - 1175 - 8,00 F

Quelles libertés veut-on nous faire défendre dans le Golfe ?

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

A l'approche de l'échéance du 15 janvier, date à partir de laquelle la résolution de l'ONU autorisera l'emploi de la force contre l'Irak, les rumeurs vont bon train.

Du côté de l'impérialisme américain, on continue à souffler le chaud et le tiède. Tantôt on brandit la franche menace comme celle qui consiste à promettre à Saddam Hussein «une riposte écrasante et dévastatrice», tantôt on évoque la possibilité d'un compromis qui se préparerait dans les coulisses.

Difficile à dire, dans tout cela, quelle est la part d'intox destinée dans un sens à impressionner l'adversaire ou, dans l'autre, à démontrer que si l'on faisait finalement la guerre ce serait après avoir tout tenté... même en secret.

Ces contradictions, quelles qu'en soient les raisons, montrent que les gouvernants des grandes puissances, à commencer les USA, ne sont pas si sûrs d'eux. Ils doivent compter avec leur opinion publique qui est loin d'approuver une guerre au profit des compagnies pétrolières et ils craignent les réactions des peuples du Moyen-Orient et de tous les pays arabes qui y verraient, à juste titre, une guerre des riches contre les pauvres.

Mais la guerre est cependant possible. Peut-être dès le 15 janvier, peut-être plus tard.

Car l'impérialisme ne fait pas de cadeau, ni de geste gratuit. La guerre qu'il mène contre les peuples est une guerre qui n'est pas toujours ouverte, mais c'est une guerre de tous les instants, pour imposer sa loi, la loi des plus riches, la loi du plus fort, c'est-à-dire son droit de disposer des peuples et de leurs richesses quand ils en ont.

Le suspense actuel, fondé sur un gigantesque déploiement de force, fait partie de cette guerre qui n'est pas simplement une guerre des nerfs. Et cela concerne tous les peuples, pas seulement les peuples qui se trouvent de l'autre côté de la Méditerranée, et pas seulement les soldats qui peuvent s'estimer heureux qu'il ne leur arrive pas pire que se ronger d'ennui dans les sables du désert en Arabie saoudite.

L'épisode bouffon à propos d'Eddy Mitchell est significatif. Il a été prié de rengainer ses chansons au nom des lois religieuses qui régissent l'Arabie saoudite et qui imposent bien d'autres contraintes, non seulement aux soldats qui s'y trouvent provisoirement, mais au peuple qui y vit et en particulier aux femmes.

Et le gouvernement français, qui se pose en défenseur intransigeant de la liberté, a finalement obtempéré avec à peine quelques contorsions. Et le gouvernement accepte que les soldats ne portent pas de croix, que le salut aux couleurs soit interdit, qu'il n'y ait pas d'aumôniers (sauf clandestins !), que les soldats se baignent tout habillés, que les femmes-soldats ne conduisent pas, etc. En ce qui concerne les croix chrétiennes ou même la Croix-Rouge, comme le drapeau tricolore, cela n'est guère gênant mais cela montre que, lorsque la raison d'Etat est en cause, nos gouvernants s'assoient sur ce qu'ils nous faisaient adorer la veille.

Alors quand il s'agit des véritables libertés, de presse, de pensée, d'expression politique, n'en parlons pas !

Lorsque les gouvernements mobilisent, cela signifie que l'ordre militaire, l'esprit de caserne, l'ordre moral ont tendance à s'étendre à la population tout entière, à laquelle on demande alors ou de se taire ou d'entonner en chœur, en marchant au pas cadencé, des hymnes à la gloire de «nos vaillants chefs».

Pour l'instant, on est encore loin de cela, mais on aurait bien tort de ne pas y prendre garde.

Et c'est pourquoi il faut tout faire pour arrêter cette entreprise guerrière qui se déploie dans le Golfe. Il en va aussi de nos libertés, ici.

Eddy Mitchel interdit de rock en Arabie Saoudite

QU'ALLAIT-IL FAIRE, QUE VONT FAIRE LES MILITAIRES FRANÇAIS DANS CETTE GALÈRE ?

A plat ventre ! Il n'y a pas d'autre expression. Les autorités saoudiennes viennent d'interdire le spectacle Eddy Mitchell, que le service des Armées avait préparé pour le petit Noël des militaires de l'opération Daguet. Et malgré la grosse colère du petit ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, tout le monde s'est incliné ; Chevènement tout rouge, les responsables de l'opération Daguet, Eddy Mitchell et au-dessus d'eux le gouvernement français et bien sûr Mitterrand soi-même.

Le rock, paraît-il est une offense à la religion coranique du moins à l'interprétation wahabite de l'Islam, qui en Arabie Saoudite sert de loi, de tradition, de morale et de police des mœurs. Et c'est ce grand pays, où on coupe encore la main des voleurs, où on lapide les femmes adultères, où il existe encore des formes d'esclavage, c'est ce grand pays aussi que les militaires des USA, de Grande-Bretagne, de France ou d'ailleurs viennent défendre contre le diabolique Saddam Hussein au nom bien sûr des grands principes, la liberté, le «droit international», en un mot la pseudo-civilisation.

Il paraît que les légionnaires de l'opération Daguet en ont gros sur la patate. On ne sait pas ce qu'en pensent Eddy Mitchell et ses musiciens, car les services de l'armée l'encadrent solidement et empêchent tout contact avec les journalistes. On sait ce qu'en pense Chevènement qui dans un grand élan de fierté outragée a décidé de ne pas rencontrer son homologue saoudien comme c'était prévu. Na ! Ce geste de protestation mesure très exactement la réaction du gouvernement français : un demi au-dessus de zéro dans l'échelle de la dignité diplomatique.

Les soldats américains et espagnols auront, eux, leur spectacle et leurs vedettes. Pas si bêtes, ils ne les font pas débarquer. Pas question que les chanteurs, rockers, et autres porte-parole de la civilisation occidentale, souillent le désert qui entoure les lieux saints. C'est à bord des bateaux américains ou espagnols, que se produiront les artistes. Par tournées, en rang par six et au suivant, les pioupious pourront applaudir et se rengorger de fierté en se disant que, quand même, ce n'est pas pour rien qu'ils cuisent dans le désert, se font p... la gueule à l'entraînement et s'abstiennent, difficilement, de toute boisson alcoolisée depuis des mois... sans parler des autres contraintes !

Les soldats «occidentaux» ont dû faire disparaître la croix rouge des camions-ambulances afin de ne pas offenser le croissant, la célébration des cultes chrétiens de toute obédience doit se faire dans la plus grande discrétion afin de ne pas offenser les autorités locales, pas de femme, pas d'alcool, pas de rock.

A quoi ressemble donc le repos du guerrier ! Eh bien, les chefs militaires français ont eu une idée géniale : ils ont autorisé un concours de crêches. Mais oui, comme à la maternelle ! Ryad ne l'a pas encore interdit, cette histoire d'âne, de bœuf, de vierge qui enfante et de poupon-sacré a dû leur passer par-dessus la tête... Ça se comprend.

Il y a quelques jours à peine, dans sa conférence de presse, Mitterrand avait affirmé que, s'il y avait la guerre, *«la France»* en serait, afin précisait-il qu'elle *«tienne son rang»* de grande puissance dans le monde. Aujourd'hui au détour d'une dérisoire histoire de spectacle aux armées et de rocker fourvoyé, chacun peut voir où il se situe ce rang de grande puissance : par terre ; comme disait le neveu, un certain Frédéric, lui-même blackboulé, lors de la cérémonie des 7 d'or.

MAROC

DES PROCÈS QUI JUGENT LE RÉGIME

AFP

Des soldats à l'entrée de la ville de Fès.

A deux semaines des émeutes qui, au Maroc, ont marqué la grève générale organisée le vendredi 14 décembre par deux centrales syndicales liées aux partis d'opposition, le régime d'Hassan II n'en finit plus de juger ses émeutiers. C'est par plusieurs dizaines qu'à Fès, Kenitra, Rabat, Tanger et dans d'autres villes, des jeunes – la plupart du temps âgés de 16 à 26 ans – comparaissent devant des tribunaux.

Après avoir fait tirer sur les manifestants, assassinant ainsi plus de quarante d'entre eux dans la seule ville de Fès, en blessant sans doute près de deux cents, le roi du Maroc voudrait faire taire la jeunesse en envoyant dans ses geôles dignes d'un autre âge des centaines de jeunes des quartiers pauvres. Ils iront ainsi y rejoindre les précédents «émeutiers» de 1981 ou 1984 ou les nombreux opposants et militants que le régime a déjà condamnés lors de procès expéditifs ou qui attendent depuis des mois, voire des années d'être jugés.

Hassan II voudrait impressionner la population. Mais il semble qu'une certaine confusion règne sur ce terrain. Tandis que dans chaque ville des dizaines d'accusés comparaissent, certaines audiences paraissent l'objet de batailles de procédures et tournent à la confusion ; parfois encore certains procès d'opposants connus sont brutalement reportés.

Les autorités marocaines ont visiblement le souci de mener ces procès à l'abri des regards indiscrets de la presse internationale. Mais elles semblent surtout redouter de nouvelles flambées de violence dans les quartiers pauvres.

Le roi du Maroc, cet ami de la bourgeoisie française, et tous ceux qui l'entourent savent bien que les raisons qui expliquent le succès de la grève générale, les manifestations et les émeutes subsistent. Et à tout moment, une condamnation qui bouleverse l'opinion peut provoquer de nouveaux affrontements. Comme ils savent bien que les plus impressionnants dispositifs policiers ne suffisent pas forcément à ramener le calme dans les quartiers les plus explosifs.

Et rien ne dit que dans les jours qui viennent la jeunesse marocaine laissera emprisonner et condamner les siens.

BRÉSIL

LA CONDAMNATION DES ASSASSINS DE "CHICO" MENDÈS

Deux propriétaires terriens condamnés à 19 ans de prison pour l'assassinat d'un ouvrier agricole... Cela a été salué, au Brésil, comme un événement ; c'est la première fois qu'une condamnation aussi "sévère" est prononcée pour un tel crime et la petite ville du "far- west" brésilien où a eu lieu le procès, Xapuri, a été sous les feux de la rampe pendant quelques jours.

C'est que l'ouvrier agricole en question, Francisco Mendès, abattu devant chez lui il y a deux ans, le 22 décembre 1988, était très connu.

Il était devenu, en 1982, président du syndicat des ouvriers agricoles de Xapuri. En 1986, il créait le premier syndicat des seringueiros qui vivent de la forêt amazonienne, récoltant du caoutchouc. Il avait réussi à alerter l'opinion internationale sur le saccage de la forêt par les éleveurs venus du sud qui se l'approprient en massacrant ses habitants. Il avait même réussi à obtenir l'arrêt du financement, par la banque américaine de développement, d'une route coupant la forêt. En 1987, l'ONU lui a même attribué un prix pour son action écologique.

C'est dire que "Chico" Mendès, comme on l'appelait, était connu et il était bien difficile au régime brésilien de laisser faire un procès qui aurait acquitté ses assassins. Mais le procès qui vient d'avoir lieu, pour exemplaire qu'il soit, ne modérera sans doute guère la violence des propriétaires.

De 1964 à 1990, selon la commission pastorale de la terre, pas moins de 1627 assassinats d'ouvriers agricoles par les sbires des propriétaires ont eu lieu. Mais il y a eu seulement 20 procès et 10 condamnations à des peines beaucoup plus légères que celles qui ont été prononcées samedi 15 décembre.

Au moment même où les assassins de Mendès étaient condamnés, c'est un responsable syndical du Nord-Est qui a été assassiné. 140 personnes l'ont d'ailleurs été depuis le meurtre de Mendès.

C'est par une explosion de joie que les seringueiros, venus à Xapuri pour le procès, ont salué le verdict ; mais il leur faudra continuer à se défendre contre des propriétaires qui croient avoir tous les droits, y compris celui de vie et de mort, sur les ouvriers agricoles.

Dominique CHABLIS

LES EXPERTS EN DÉMOCRATIE

Le XXVII^e congrès du PCF a été l'occasion, pour d'innombrables commentateurs, de mesurer, à l'aune des temps de parole accordés aux délégués contestataires, des applaudissements qu'ils ont recueillis, du nombre de postes qui leur ont été offerts dans les organes de direction, l'évolution des mœurs internes de ce parti. Et tous de dénoncer le même coupable, le "centralisme démocratique", ce pelé, ce galeux, qui serait responsable de l'absence ou de l'insuffisance de la démocratie dans le fonctionnement de ce parti, comme des malheurs des pays de l'Europe de l'Est.

Les délégués contestataires ont d'ailleurs eux aussi participé à ce concert, et l'ancien ministre, Anicet Le Pors, a par exemple proclamé qu'il fallait *«abandonner le principe du centralisme démocratique»*, parce que *«centralisme démocratique et autogestion sont radicalement antagoniques et incompatibles»*.

Si nous n'avons évidemment aucune intention de nous faire les défenseurs du régime intérieur du PCF, et pas plus de sa version social-démocratisante de Saint-Ouen que de sa version stalinienne d'il n'y a pas si longtemps, cette campagne contre le centralisme démocratique ne peut par contre pas laisser indifférents les révolutionnaires que nous sommes, parce que cette notion de centralisme démocratique fait partie de la tradition communiste (celle du parti bolchévik et de l'Internationale Communiste de Lénine et de Trotsky) dont nous nous réclamons.

Tout d'abord, faudrait-il le rappeler à ceux qui l'ignorent, ou qui font semblant, l'expression «centralisme démocratique» n'a pas été forgée pour désigner un type de régime étatique, mais le mode de fonctionnement d'un parti révolutionnaire, dans lequel les militants peuvent évidemment discuter en toute liberté des orientations à prendre, mais s'engagent, dans un souci d'efficacité, à appliquer ensuite les décisions qui auront été prises par la majorité. Car des révolutionnaires, des communistes authentiques, n'oublient jamais que leur parti est un instrument de combat au service de la classe ouvrière, et que la démocratie n'y est pas une fin en soi, mais une nécessité pour permettre l'élaboration politique et la cohésion de l'organisation dans la lutte qu'elle doit mener.

Le stalinisme a bien sûr, en son temps, utilisé l'expression «centralisme démocratique» pour recouvrir la dictature de l'appareil sur le parti – une dictature alors nécessaire pour imposer une politique qui tournait justement le dos à toute tentative de transformation révolutionnaire de la société – comme il a plus généralement utilisé le vocabulaire du bolchévisme pour camoufler une politique qui en était précisément tout le contraire. Le régime interne du PCF, à l'époque de Staline, n'avait évidemment rien à voir avec le centralisme démocratique. Celui du PCF d'aujourd'hui, avec ses manœuvres d'appareil et son refus de tout droit de tendance, non plus. Et si les «refondateurs», les «reconstructeurs» ou les «rénovateurs» de tout genre font semblant de le croire, c'est parce qu'ils louchent vers un Parti Socialiste qui n'est d'ailleurs pas, à tout prendre plus démocratique.

Parce que les experts en démocratie en tout genre qui ont scruté si attentivement le déroulement du dernier congrès du PCF ont bien moins d'esprit critique quand il s'agit du PS ou des partis de droite. La composition du XXVII^e congrès ne reflétait pas vraiment le rapport des forces des différents courants tel qu'il existe à la base ? Sans doute. Mais le PCF a au moins le mérite d'avoir une base militante, même si elle s'est amenuisée, ce que l'on ne saurait pas dire des autres partis, qui ne sont guère que des machines électorales, où les affaires se règlent entre barons, et dont les dirigeants, les Mitterrand, Chirac et autres Giscard, s'accrochent autant à leurs positions que Marchais aux siennes.

Et puis, ces mêmes experts ont bien moins d'esprit critique aussi quand il s'agit de parler des institutions prétendument démocratiques qui régissent la vie politique des démocraties parlementaires. Parce que, si le centralisme démocratique, cela consiste pour la minorité à appliquer ce qu'a décidé la majorité, la démocratie bourgeoise, cela consiste à gouverner en se moquant pas mal de ce que veut la majorité.

Le Monde pouvait bien écrire le 12 décembre que la direction du PCF avait fait *«jouer strictement les mécanismes du «centralisme démocratique» qui régissent les différents niveaux de représentation à l'intérieur du parti et qui permettent de réduire artificiellement l'expression des «tendances» par écrémages successifs des délégations, de cellules en sections, de sections en fédérations, de fédérations en congrès»*.

Mais que n'écrit-il aussi clairement que le système du scrutin majoritaire fait de l'Assemblée nationale (comme des conseils municipaux d'ailleurs) une caricature de représentation populaire, dans laquelle les députés ne peuvent jouer un semblant de rôle que s'ils appartiennent à un groupe parlementaire (et tant pis pour les minorités !) ; que cette assemblée est soumise au contrôle d'un sénat élu d'une manière encore plus caricaturale, d'un conseil constitutionnel pas élu du tout ; et qu'en définitive c'est une petite minorité, celle des grandes fortunes, qui a le plus d'influence sur la politique du pays.

Nous vivons dans une société où sous une apparence de démocratie règne le pouvoir de l'argent, et où l'Etat est au service des riches et des privilégiés contre les travailleurs.

Et pour que cela change, il faudra bien que les travailleurs reconstruisent un parti de lutte de classe, un parti qui aura besoin pour lutter et pour vaincre du centralisme démocratique, pas celui de Marchais bien sûr mais de toute façon pas non plus avec le même programme que lui.

Daniel MARTI

La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :

Intégrismes religieux et réactions politiques

VENDREDI 1er FEVRIER 1991, à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

LUTTE DE CLASSE
de décembre, n° 35, est parue

Au sommaire :

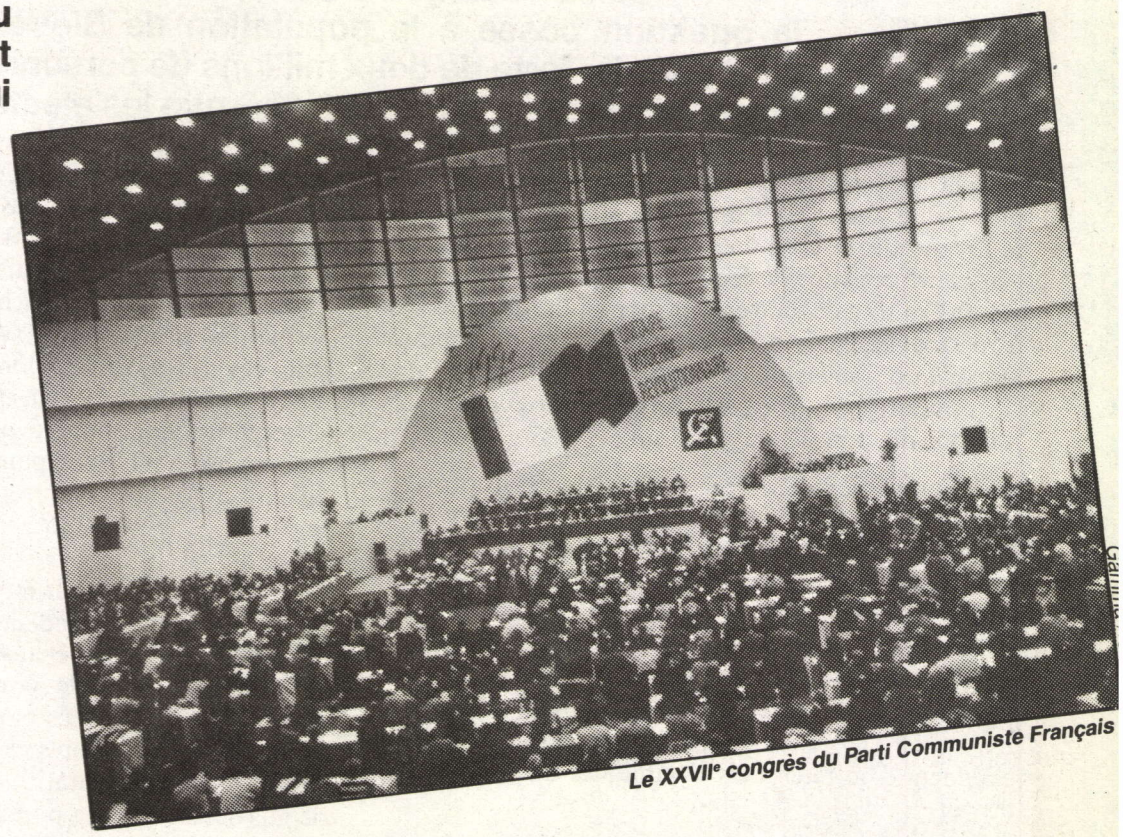
TEXTES SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ADOPTÉS PAR LA CONFÉRENCE NATIONALE DE *LUTTE OUVRIÈRE*
- LA CRISE DU GOLFE
- LES RELATIONS EST-OUEST ET LEURS CONSÉQUENCES
- L'URSS
- LES CHANGEMENTS EN EUROPE CENTRALE
- L'ALLEMAGNE
- L'AFRIQUE DU SUD ET LA FIN DE L'APARTHEID
- LA CRAINTE D'UNE NOUVELLE RÉCESSION

Envoi contre 12 F en timbres.

Le XXVII^e Congrès du Parti Communiste :

LES PROGRAMMES DE MARCHAIS ET DE FITERMAN PLUS COMMUNS QU'OPPOSÉS

A l'issue du 27^e congrès du PCF, Marchais et Fiterman peuvent tous deux s'estimer satisfaits. Le premier a été réélu secrétaire général du parti avec la quasi-unanimité des voix des congressistes. Le second a conservé son poste au Bureau politique à titre d'opposant officiel. Marchais est fort de son succès et Fiterman peut prétendre être celui qui préserve l'avenir.



Le XXVII^e congrès du Parti Communiste Français

Pour l'avenir justement, Marchais parle d'*«un nouveau rassemblement majoritaire autour d'une transformation de la société»* et Fiterman d'*«une nouvelle entente démocratique des forces du travail et de la création»*.

La différence, s'il y en a une, n'est pas lumineuse. En fait, Fiterman souhaiterait rechercher, à court terme, un nouvel accord entre le PCF et le Parti Socialiste, c'est-à-dire, dans les circonstances actuelles, une reddition sans condition du PCF envers la politique du PS. Marchais, de son côté, prétend qu'il faut, dans un premier temps, renforcer l'influence du PCF en menant une politique indépendante du PS et critique vis-à-vis du gouvernement pour être en mesure de faire pression sur le PS afin, dans un deuxième temps, de pouvoir lui imposer une nouvelle alliance électorale et gouvernementale, mais cette fois dans de meilleurs conditions que par le passé.

Evidemment, les propositions de Fiterman ne rencontrent pas actuellement beaucoup de succès auprès des adhérents du PCF car ceux qui étaient les plus tentés par la politique du PS sont déjà partis, et ceux qui y sont restés sont les plus partisans de l'indépendance politique de leur parti.

Mais, par ailleurs, les perspectives de Marchais n'apparaissent guère crédibles aux yeux d'un certain nombre d'adhérents du Parti Communiste. Certains intervenants au congrès ont fait état d'objections rencontrées lors des assemblées préparatoires, où des participants se plaignaient de la difficulté de persuader leur entourage qu'une alliance avec le PS serait de nouveau possible, et surtout qu'elle serait souhaitable et bénéfique pour la classe ouvrière et leur parti.

Ce à quoi Marchais et d'autres ont répondu en substance qu'ils avaient conscience que cela n'était pas facile et qu'il faudra mener un dur combat pour ramener le PS à gauche, ce qui nécessite un Parti Communiste d'autant plus fort.

Certes, l'argument est fondé. Il faudrait un Parti Communiste vraiment très très fort pour, si toutefois ses dirigeants le voulaient vraiment, ramener le PS «à gauche». Mais ce que cet argument signifie en réalité, c'est : «de toute façon, nous n'avons pas d'autre choix que de rechercher une alliance électorale avec le PS puisque sur le plan électoral nous sommes minoritaires et le serons toujours, et nous ne pourrons «être efficaces» (traduisons : accéder aux mangeoires gouvernementales) qu'à ce prix».

Cette logique-là peut paraître convaincante lorsque l'on vise uniquement des fauteuils ministériels et non servir les intérêts des travailleurs, sur lesquels le gouvernement socialiste fait reposer depuis bientôt dix ans tout le poids de l'enrichissement de la bourgeoisie française.

Encore que le passé ait démontré la duperie de ce genre de calcul. En effet, c'est justement parce que le PCF avait, en 1981, commencé sa décrue électorale que Mitterrand a pu s'associer des ministres communistes au gouvernement sans craindre de se mettre à dos la bourgeoisie, dans la perspective, avouée et réussie, de réduire encore le crédit politique du PCF et son influence électorale.

La démonstration de l'impasse d'une telle politique a donc été faite. Peut-on sérieusement penser qu'on peut la rééditer, et qu'elle peut aboutir à une issue différente – en supposant que les dirigeants du PS l'acceptent ?

Pourtant, selon Marchais, les militants du PCF n'auraient d'autre possibilité que de ramer à contre-courant et vers le passé, de combattre le PS et son gouvernement sans les combattre vraiment, pour qu'au bout du compte leurs efforts militants n'aboutissent, à nouveau, qu'à une alliance sans avenir pour eux et leur parti. Cette voie est celle de la liquidation du PCF en tant que parti militant, présent et actif dans la classe ouvrière.

Evidemment, la voie que propose Fiterman n'est pas plus encourageante.

Alors, une autre voie ? Oui, il y en aurait une ! Car tant qu'à se battre contre le gouvernement pour regagner du crédit auprès des travailleurs et infléchir la politique du gouvernement, c'est-à-dire le faire reculer sur ce que sa politique a d'anti-ouvrier, il vaudrait mieux si, par leur détermination, les militants du PC réussissaient cette politique, que ce ne soit pas pour, finalement, redorer le blason du Parti Socialiste auprès des travailleurs en laissant croire que ce parti pourrait ne pas tromper à nouveau tous ceux qui ont cru en lui, directement ou par PCF interposé.

Oui, il y aurait une politique qui consisterait à entraîner les travailleurs à se défendre dans la situation actuelle, à ne faire confiance qu'à eux-mêmes, à leur détermination et leur organisation politique et syndicale et surtout pas à quelques ministres, qu'ils soient du PS ou du PCF comme le fut Fiterman.

Oui, il y aurait une autre politique à mener car la classe ouvrière a bien besoin d'un parti pour la défense de ses intérêts immédiats, comme pour la défense de ses intérêts historiques, pour défendre la perspective du communisme. Cette nécessité n'a rien perdu de son actualité, bien au contraire.

Militer sur ce terrain ne garantit pas que le PCF regagne son audience électorale du passé. Sûrement. Mais à quoi cette audience a-t-elle servi ? On peut difficilement faire pire que ce qu'a donné la politique d'alliance.

Par contre, il serait nécessaire qu'apparaisse – ou plutôt que réapparaisse – au sein de la classe ouvrière une force politique qui redonne conscience aux travailleurs du rôle qu'ils peuvent jouer dans la vie sociale et politique. Car plus que les reculs électoraux, ce qui est grave c'est la régression de la conscience politique de la classe ouvrière, qui pèse en négatif sur l'ensemble de la société. Le rôle d'un Parti Communiste digne de ce nom serait de redonner confiance à la classe ouvrière en ses capacités, en sa force, en son avenir en tant que classe porteuse des intérêts de toute la société.

Et même si une telle activité ne se traduisait pas par une augmentation des scores électoraux, cela pèserait bien plus sur la vie politique que quelques députés de plus, ou surtout quelques fauteuils ministériels qui ne sont toujours que l'alibi «ouvrier», socialiste ou communiste, d'une politique réactionnaire.

Mais évidemment, tout cela n'est ni dans le programme de Fiterman ni dans celui de Marchais. Et l'on peut se demander à quoi bon l'existence d'un parti qui n'a pour but que de faire périodiquement allégeance au Parti Socialiste ?

Les 70 ans qui viennent de s'écouler depuis la fondation du Parti Communiste ont démontré la faillite du réformisme ? Celui des dirigeants du PS, comme celui des dirigeants du PCF qui n'ont su que leur emboîter le pas.

C'est pourquoi, la nécessité d'un véritable Parti Communiste est on ne peut plus actuelle. Le construire est à l'ordre du jour.

C'est la seule perspective pour tous les militants de la classe ouvrière. Mais si une chose est certaine, c'est qu'on ne peut compter pour cela ni sur Marchais ni sur Fiterman ni sur leurs programmes plus communs que différents.

J.-P. VIAL

YOUGOSLAVIE

Référendum sur l'indépendance en Slovénie :

UN PAS SUPPLÉMENTAIRE VERS LA DISLOCATION ?

«*Voulez-vous que la Slovénie devienne un Etat indépendant et souverain ?*». Telle était la question posée à la population de Slovénie, une des Républiques qui composent la Yougoslavie, forte de deux millions de personnes, lors du référendum du 23 décembre. C'est massivement – à environ 80 % – que les électeurs ont répondu oui.

Cela ne signifie pas pour autant une sécession immédiate, ni que demain les dirigeants slovènes pourront disposer d'une armée et d'une politique extérieure relevant de leurs compétences, selon leurs vœux. Car tout dépend encore du rapport des forces en Yougoslavie. Mais il est certain que ce référendum marque un nouveau pas vers ce qui pourrait être une dislocation de la Yougoslavie, ce pays d'environ 24 millions d'habitants aujourd'hui.

Avant même la Slovénie, la Croatie s'était prononcée, elle, sur une constitution ouvrant la voie à l'indépendance pour cette autre région de la Yougoslavie. Slovénie et Croatie (4 millions d'habitants environ pour cette dernière) sont les régions les plus industrialisées et les plus riches de la Yougoslavie et c'est en grande partie sur cette base que leur nationalisme repose. «*Avec 8 % de la population, nous représentons 25 % du PNB*» disent les nationalistes slovènes, qui se plaignent d'entretenir les républiques du sud par leur travail.

La Serbie, qui est la République la plus peuplée, 8 millions d'habitants environ, domine dans l'Etat yougoslave, et en particulier dans l'armée où 68 % des officiers sont serbes. Les dirigeants serbes qui, eux, ont conservé l'étiquette communiste qui était celle du parti de Tito, n'en sont pas moins nationalistes, même s'ils sont «hégémonistes» plutôt que «séparatistes». Milosevic, qui est l'actuel dirigeant de la Serbie, est un démagogue qui a essayé d'asseoir son pouvoir, après la mort de Tito, en s'appuyant sur le chauvinisme serbe ; il a été en particulier l'artisan de la suppression des statuts d'autonomie dont bénéficiaient au sein de la Serbie les provinces de Voïvodine et du Kosovo, peuplées en majorité de non-serbes. Il a tout fait pour mettre de l'huile sur le feu, en particulier au Kosovo où se perpétue depuis une révolte larvée de la population – albanaise à 90 %, et plus misérable que nulle part ailleurs en Yougoslavie – qui a déjà fait de nombreux morts.

La Yougoslavie avait été créée au lendemain de la Première Guerre mondiale, à partir du démantèlement des empires turc et austro-hongrois. Elle reposait sur une mosaïque de populations qui avaient été dominées et opprimées par les uns ou les autres des grands empires européens d'Orient comme d'Occident. C'était une tentative de créer une nation là où, depuis des siècles, des populations s'étaient entretuées dans cette région des Balkans, et d'où était partie la Première Guerre mondiale. La Seconde Guerre mondiale avait été une fois de plus l'occasion de massacres terribles entre les différentes nationalités de la Yougoslavie, dans le cadre des alliances et des rivalités qui opposaient les grandes puissances entre elles. La venue au pouvoir de Tito s'était faite en grande partie par le ralliement de tous ceux qui en avaient eu assez de ces massacres, et qui trouvèrent un ciment national dans la lutte contre l'occupant allemand, acceptant de la faire sous la bannière d'un parti se disant communiste et en principe rattaché aux dirigeants moscovites.

Quarante-cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, quelques années après la mort de Tito qui a ouvert une crise politique pour sa succession, et au moment où la crise économique a stoppé net un début de développement du pays et l'entraîne même dans une récession et un marasme profond, toutes les tentations micronationalistes ont resurgi. La Yougoslavie est menacée d'éclatement et sinon, de toute façon, de nouveaux affrontements entre les nationalités. De quelle ampleur ? Nul ne peut encore le prédire.

Toujours est-il qu'une solution véritable à tous ces problèmes nationaux ne peut, aujourd'hui moins que jamais, être trouvée dans le maintien ou la résurgence de nouvelles barrières nationales. Ce qui au contraire reste à l'ordre du jour, c'est la suppression de ces frontières, en Europe et même à l'échelle mondiale, où elles ne subsistent que pour garantir la continuation de l'exploitation capitaliste, la misère et le développement inégal, facteurs à l'origine des rancœurs et des haines sur lesquelles s'appuient des démagogues profitant des rivalités nationales pour assurer leur pouvoir.

Louis GUILBERT

ALBANIE

LES RÉFORMES VENUES

■ Avec un petit retard sur les autres pays de l'Europe centrale, un vent de réforme souffle désormais sur l'Albanie.

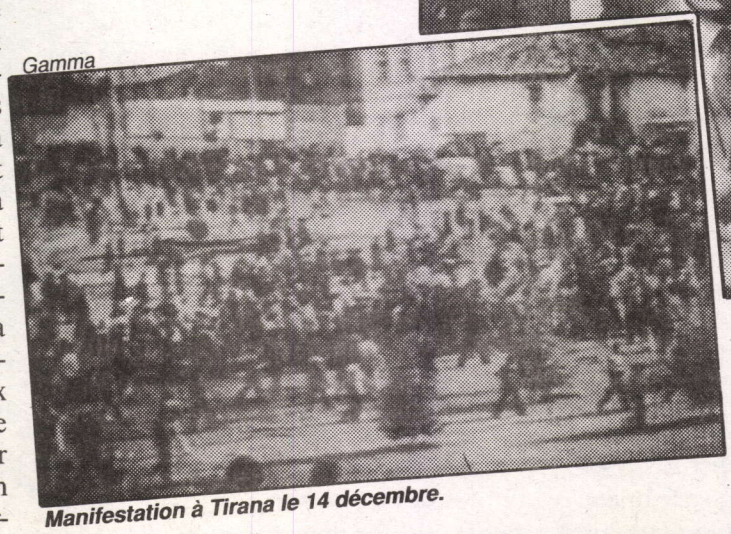
Cela fait d'ailleurs un certain temps que le pouvoir en place distille ces dites réformes : liberté de culte instaurée, petit commerce et artisanat encouragés, droit pour les paysans d'avoir leur propre lopin de terre et même trois vaches, pluralisme des candidatures pour les prochaines élections, et maintenant multipartisme.

Et puis, toujours sous les injonctions venues du sommet, les choses continuent de bouger quoique parfois péniblement, à l'image de cette statue de Staline difficilement déboulonnée dans la nuit du 22 décembre. Même la veuve de l'ancien dictateur Enver Hoxha a dû abandonner la semaine dernière ses fonctions à la tête du Front Patriotique.

L'Albanie, petit pays de trois millions d'habitants, est pour l'heure gouvernée par Ramiz Alia, sucesseur d'Enver Hoxha, décédé il y a quatre ans. Durant toute une période, il pouvait sembler que les changements qui touchaient les soi-disant pays socialistes voisins n'avaient aucune prise sur lui. Le régime d'Albanie, contrairement aux autres régimes de l'Europe centrale, avait une base sociale certainement plus large et plus solide, ne serait-ce qu'à cause de l'origine qui fut la sienne. Tout comme la Yougoslavie qui lui est géographiquement proche, l'Albanie s'était libérée seule à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cela permit aux dirigeants d'alors de constituer un pouvoir dont les assises avaient un caractère national marqué. Ce fut d'ailleurs grâce à cette particularité qu'Enver Hoxha put rompre dans les années soixante avec l'encombrant frère soviétique.

AFP

Ramiz Alia.



Gamma

Manifestation à Tirana le 14 décembre.

Cependant, pour isolé qu'il fut, le régime albanais ne pouvait pas ne pas succomber lui aussi aux attirances d'une prétendue démocratisation et

ROUMANIE

UN AN APRÈS la chute de Ceausescu

«Frustation», «déception», «espoir floué», «révolution volée», c'est en ces termes que la presse rapporte et dépeint les sentiments qui animent la population roumaine un an après la chute de la dictature des Ceausescu et l'instauration du nouveau pouvoir présidé par Ion Iliescu.

Le premier anniversaire du changement de régime a donné lieu à diverses manifestations, surtout à Timisoara, là même où le mouvement avait éclaté en décembre 1989. Ces manifestations, même les plus importantes, c'est-à-dire celles qui s'en sont prises à l'actuel président Ion Iliescu, n'ont pas été un succès. Moins de dix mille personnes se sont rassemblées à Timisoara. Des grèves ont éclaté dans cette localité mais s'il faut en croire les informations rapportées par la presse occidentale, elles auraient été peu suivies. Dans les autres villes, il n'y a pour ainsi dire rien eu. Quelques milliers de manifestants à Bucarest. Deux députés du Front de Salut National refoulés avec la gerbe qu'ils voulaient déposer devant le mémorial des victimes de la dictature. C'est à peu près tout.

Morne anniversaire donc, mais qu'y avait-il en fait à commémorer ou appuyer ? La prise du pouvoir par une fraction de l'ancien appareil d'Etat ? Le soutien à des mouvements d'opposition qui parlent de liberté et de démocratie mais qui discutent aujourd'hui d'une éventuelle participation à un gouvernement d'union nationale avec le parti d'Iliescu ?

On feint encore de s'interroger en Roumanie sur les dessous de la «révolution», sur ceux qui ont tiré les ficelles, sur le rôle des proches de l'ancien régime qui ont récupéré le mouvement. Pour justifier que le pouvoir qu'il détient est bien issu de l'espoir suscité par la contestation de l'an dernier, Iliescu s'est d'ailleurs employé à réfuter cette idée de complot, dans un discours qu'il a tenu le 21 décembre devant le Parlement. Pourtant, la chronologie même des événements de décembre 1989 ne laisse aucun doute.

Partie de Timisoara le 17 décembre 1989, l'étincelle s'était alors rapidement propagée et, quelques jours plus tard, le pouvoir passait aux mains d'anciens dignitaires plus ou moins en disgrâce qui créaient, pour la circonstance, le Conseil du Front de Salut National.

La vitesse avec laquelle le mouvement gagna les principales villes du pays, Arad, Cluj, Brasov et surtout Bucarest, reflétait certainement l'espoir qui s'était emparé de la population, mais pas seulement ; elle révélait aussi et surtout le revirement d'une fraction de l'appareil d'Etat, car ce fut en fait le retournement de l'état-major qui accéléra la chute de Ceausescu.

La population qui, elle, descendit la première dans la rue, fut finalement conviée à un simulacre de révolution. On lui fit croire qu'elle avait remporté une victoire, alors qu'elle ne faisait qu'assister à une prise de pouvoir dont elle ne pouvait tirer aucun bénéfice. La tragi-comédie du procès des Ceausescu témoignait d'ailleurs de cette volonté de charger ces seuls dictateurs de la responsabilité de tous les crimes. La rapidité avec laquelle leur procès fut expédié empêchait de montrer à quel point les successeurs portaient, eux aussi, leur part de responsabilité.

Dans le même temps où l'état-major s'érigeait en bras armé d'une prétendue révolution, les milieux politiques s'empressaient d'empêcher qu'un vide politique ne se forme. En quelques heures, de nombreux dignitaires du régime, pour certains tombés en disgrâce, accouraient au siège de la télévision où venait de se créer une nouveau Comité de Salut National, pour se voir décerner un brevet d'authentiques démocrates.

Ainsi se constituait un nouveau pouvoir avec à sa tête Ion Iliescu, ancien secrétaire du Comité Central, ancien ministre de la Jeunesse, ancien responsable même de la propagande du Parti, tout cela sous Ceausescu. Et même si celui-ci l'avait écarté de ses responsabilités par la suite, il resta toujours dans les allées du pouvoir et finalement, à son niveau, complice de la dictature.

Ce régime, qui dirige la Roumanie depuis maintenant un an, ne pouvait résoudre aucun des problèmes qui se posent aux classes pauvres de la population. Il a peut-être un temps donné l'espoir qu'en chassant Ceausescu la situation pouvait s'améliorer, que quelques libertés pouvaient être garanties dans ce pays pauvre, aux contradictions sociales et nationales multiples. Mais même si espoir il y eut, il fut vite déçu, et il n'y a pas eu de véritable amélioration dans les conditions de vie de la population qui, non seulement a vu les salaires augmenter bien peu, mais surtout les prix s'envoler.

Il est difficile de savoir aujourd'hui, un an après l'arrivée au pouvoir de Iliescu, quels sentiments animent la population roumaine. En tout cas, ni la politique menée par Iliescu, ni celle proposée par les principaux mouvements d'opposition comme la Convention pour la démocratie ou l'Alliance civique, ne peuvent apporter le moindre espoir de changement à la population. Mais peut-être peuvent-elles, a contrario, faire prendre conscience à des fractions de la classe ouvrière et de la jeunesse, que le régime en place et son opposition tolérée, préservent – ou entendent préserver – les mêmes intérêts que celui de feu Ceausescu, c'est-à-dire les intérêts d'une mince couche de parasites.

Non, un simple ravalement de façade ne change par l'édifice, une révolution ne peut se faire par procuration, et en Roumanie, si révolution il doit y avoir, elle ne pourra être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Georges LATTIER

Gamma

Décembre 1989 : le régime de Ceausescu tombe après le retournement de l'armée.

D'EN HAUT

ssions des deux
les Etats-Unis et
D'autant que les
ients touchant les
«démocraties
es» montraient
eurs aux classes
ites albanaises
t peut-être possi-
assouplir (pour
régime politique
ir autant toucher
rivilèges ; et que
même certaine-
seule façon de
; sans prendre le
'un débordement
e.

en Albanie, on
u scénario, une
plus renouvelé,
ouvoir en place
directement l'in-
troduction de quelques réformes et peut-être même la création de sa propre opposition.

Le Parti Démocratique qui vient de voir le jour est en effet présidé par un certain Belisha – il y a quelques jours encore membre du Parti Communiste au pouvoir – qui, dans sa première déclaration, a tenu à saluer l'ouverture d'esprit de Ramiz Alia. Pour être plus précis encore, ce dirigeant de l'opposition a déclaré : *«Ramiz Alia est un homme réaliste... le pays a besoin de lui car il est le plus grand réformateur du Parti»*. Le pouvoir en place ne pouvait rêver d'une opposition plus respectueuse qui n'hésite pas à dire qu'elle se présentera partout aux prochaines élections *«sauf dans la circonscription du Président car c'est celui-ci qui va conduire la réforme»*.

Espérons seulement qu'en Albanie la réforme, pour limitée qu'elle soit, ouvrira tout de même une brèche par où pourront s'exprimer d'autres voix, des voix qui refusent que les travailleurs soient les dupes d'une situation où la seule alternative proposée est : bonnet blanc et blanc bonnet.

G.L.

LES NOUVEAUX CROISÉS CONTRE L'AVORTEMENT

Imitant leurs homologues des USA, des militants anti-avortement ont commencé des attaques commandos visant à occuper des centres d'orthogénie, hôpitaux ou cliniques, afin, par leur présence physique, d'empêcher symboliquement, pendant quelques heures, le fonctionnement de ces centres. Le centre d'orthogénie de l'hôpital Croix Rousse de Lyon, celui de Tournon, ont entre autres été «visités». Et il a fallu la mobilisation d'un certain nombre de féministes et de militantes pour empêcher que le commando puisse pénétrer dans la clinique Labrouste à Paris.

La presse se veut rassurante : le mouvement reste marginal, il ne rencontre pas le même écho que de l'autre côté de l'Atlantique..., le gouvernement, le PS sont contre et Yvette Roudy elle-même n'était-elle pas présente à la clinique Labrouste pour s'opposer au commando «SOS tout petits» ?

Sans doute. Il n'empêche que quelques excités bien déterminés à se faire entendre, sont passés à l'action directe, symbolique certes, mais directe. Faut-il rappeler qu'aux USA dans certains Etats, l'action directe a été jusqu'à l'incendie de certaines cliniques, l'affrontement physique, les violences sur les infirmières et le corps médical, la destruction de matériel, etc. Et après des années d'actions semblables, la Cour suprême a reculé permettant aux Etats qui le désiraient d'adopter vis-à-vis de l'avortement une législation beaucoup plus restrictive.

Les commandos «Laissez-les vivre» *ou* «SOS tout petits» *ne représentent sans doute que peu de monde aujourd'hui, mais dans une époque où les sentiments réactionnaires, l'individualisme, l'intolérance, le racisme, le fanatisme, se nourrissent du fumier de la crise, ils peuvent espérer créer un rapport de force en leur faveur et faire modifier les lois, somme toute récentes, qui ont un peu libéré les femmes.*

Alors pas question de laisser faire.

La direction veut baisser les salaires

TRW - REPA Angers

LA CEINTURE, PAS QUESTION DE LA SERRER !

Le 5 novembre, la direction de TRW-REPA – filiale d'un groupe américano-allemand, entreprise de 250 personnes qui fabrique des ceintures de sécurité pour Renault et PSA principalement – annonçait au Comité d'Entreprise son projet de diminuer les salaires et les qualifications et de supprimer pratiquement toutes les primes, ce qui se traduirait par une perte de salaire de 1 300 à 2 400 F suivant la qualification. Toute la production, soit 143 travailleurs, est touchée par ces mesures qui constituent une remise en cause du contrat de travail. Le chantage de la direction était simple : *«Ou vous acceptez, ou je licencie»*. Elle donnait un mois de réflexion.

La direction justifie ses mesures par le fait que Renault aurait trouvé de nouveaux fournisseurs, moins chers, et qu'elle doit aligner les salaires de TRW sur ceux des concurrents pour rester compétitive.

Mais les travailleurs pensaient bien que ce n'était qu'un prétexte pour diminuer les salaires. Vérification faite d'ailleurs, il s'avèra que Klippan (autre fournisseur de Renault), non seulement versait des salaires plus élevés, mais avait une semaine de travail plus courte.

Pendant tout le mois de «réflexion», une agitation règna dans l'entreprise, à tel point que certains jours la production tomba à zéro. A plusieurs reprises, les travailleurs allèrent manifester leur désaccord à la direction qui, pas rassurée du tout, s'enfermait dans ses bureaux. Une partie des salariés, avec les délégués CGT et CFDT, allèrent aux portes des autres boîtes de la Métallurgie angevine distribuer des tracts et expliquer ce qui se passait à TRW.

Partout, ils furent bien accueillis, une telle attaque patronale suscitant beaucoup d'émotion et de discussions parmi les ouvriers.

A deux jours du délai de réflexion, 70 personnes allaient brûler devant la direction l'avenant proposé à leur contrat de travail, afin de montrer qu'il n'était pas question pour elles d'accepter les conditions de la direction.

Le vendredi 7 décembre, celle-ci confiait à un journaliste qu'elle était sereine et ne comptait que sur 30 à 40 refus. Elle allait en être pour ses frais : en effet, le lundi suivant, 19 personnes seulement avaient accepté de signer le nouveau contrat de travail !

Un nouveau CE fut donc convoqué lundi 17 décembre, où le patron annonça son intention de licencier ceux qui n'avaient pas accepté. La direction laisse entendre qu'elle ira jusqu'au bout. Mais les travailleurs eux aussi sont déterminés : comme ils ont refusé de voir leurs salaires diminuer, ils n'ont pas l'intention de se laisser licencier sans en faire payer le prix au patron. D'autant moins qu'au cours de ce mois, ils ont renforcé leur cohésion. Après leur refus collectif leur moral est bien remonté !

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES ANCIENNES COLONIES D'AFRIQUE NOIRE (N° 39 - 29 juin 1990)

- LA CRISE DU GOLFE - L'AGRESSION IMPÉRIALISTE AU MOYEN-ORIENT (N° 40 - 5 octobre 1990)

- CRISE OU RELANCE, LE CAPITAL LE FAIT DUREMENT PAYER AU PROLÉTARIAT DE LA PLANÈTE (N° 41 - 9 novembre 1990)

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure
Préciser le numéro désiré à la commande

Rhône-Poulenc Pont-de-Claix - Isère

PANIQUE, ON TOURNE

Le cinéaste Bertrand Tavernier tourne actuellement un film concernant la guerre d'Algérie, et, à cette occasion, son équipe est venue tourner au cimetière de Pont-de-Claix, situé à la limite de l'usine Rhône-Poulenc de la même localité. La direction de l'usine nous a alors fait profiter d'un spectacle savoureux : sa panique à la vue de toutes ces caméras qu'elle n'avait pas réclamées !

Il faut dire qu'après l'intrusion surprise des écologistes dans l'usine RP de Roussillon, il y a trois mois, la direction est sur ses gardes. Elle veut bien montrer une partie de l'usine lors de «journées portes-ouvertes» programmées à l'avance, mais semble craindre les visites à l'improviste.

Est-ce parce que la direction a des choses à cacher ? De vieilles installations ou bien des rejets de produits polluants dans le Drac, dans l'atmosphère, dans le sol...? Dans ce cas qu'elle se rassure. De cela, tout le monde est déjà au courant !

L'usine Rhône-Poulenc, derrière le cimetière. (LO)

Dassault - Saint-Cloud (92)

SUPPRESSION D'EMPLOIS EN RAFALE

Il y a quelques semaines, le prototype RAFALE était présenté en grande pompe à la presse et à messieurs les ministres, à l'usine Dassault de Saint-Cloud, où il avait été fabriqué. Maintenant, Serge Dassault confirme, après avoir laissé planer l'incertitude pendant de longs mois son intention de déménager tous les travailleurs - environ 400 - liés à la fabrication et actuellement en poste à Saint-Cloud, à l'usine de fabrication d'Argenteuil. Il y a un an environ, il avait déjà annoncé le transfert d'un secteur électronique vers l'usine d'Argonnay, près d'Annecy, opération concernant près de 150 travailleurs.

Depuis quelques années les restructurations vont bon train chez Dassault-Aviation, baptisé encore il y a peu Avions Marcel Dassault. Ainsi, sur les 16 500 salariés que l'ensemble des usines comptait encore en 1985, il ne restera en juin prochain que 12 000 personnes employées, soit une diminution de 28% en cinq ans. Depuis 1985, cinq usines ont été fermées. A Toulouse, où l'usine a été entièrement fermée, les ouvriers les moins mal lotis ont été reclassés soit à la SNIAS, soit dans quelques autres entreprises en perdant près de 3 000 F mensuels, les autres ont été purement et simplement licenciés. Ailleurs, les directions d'usine profitent des fermetures ou *"transferts d'activité"*, comme cela se dit à la direction, pour se débarrasser des éléments jugés indésirables.

En multipliant aussi les difficultés pour les travailleurs, Dassault cherche à faire fondre les effectifs : c'est ce qu'il nommait lors du dernier CCE, *"des départs plus ou moins volontaires"*. Par exemple, certains salariés ont été mutés de Boulogne-sur-Seine à Toulouse, puis de Toulouse à l'usine de Saint-Cloud, et ils devraient à présent être dirigés sur Argenteuil ; quelle sera la prochaine destination ? Voilà la question que chacun se pose.

Les hauts cadres font également des voyages, mais d'un autre type : ils étudient les méthodes de travail au Japon ou aux Etats-Unis ! Il s'agit surtout d'y retenir les méthodes pour nous faire travailler au moindre coût.

Régulièrement nous recevons à domicile des "Courriers du Président" Dassault dans lesquels, après avoir exalté le courage et le dévouement qu'il attend des salariés, il n'omet jamais de nous adresser ses *"amitiés"*. Ce qui n'empêche pas que depuis des années, parallèlement à la diminution des effectifs, les salaires ne cessent de fondre.

A part quelques réactions ponctuelles face aux licenciements, aucune lutte d'envergure ne s'est jusque-là développée chez Dassault. Cependant, à force de faire assaut de cynisme, l'héritier finira bien par déclencher la prochaine.

Correspondant LO

SAFT - Bordeaux

LE PATRON EMPOCHE LES BÉNÉFICES ET LICENCIE 224 TRAVAILLEURS

Lundi 10 décembre, à la SAFT de Bordeaux, nous avons appris que la direction générale de cette filiale de la CGE spécialisée dans la fabrication d'accumulateurs allait présenter, à la réunion du Comité central d'entreprise du 19 décembre, un plan de 136 licenciements à Bordeaux, et de 88 à l'usine de Romainville, ainsi que le passage en 3 × 8 de certaines équipes qui travaillent aujourd'hui en 7 × 7, ce qui suppose une baisse de salaires importante.

Dès que le patron a appris que nous étions au courant des projets de la direction générale, il a envoyé une cohorte de chefs dans tous les ateliers pour nous raconter les mensonges habituels sur les *"suppressions d'emploi"* qui ne seraient pas toutes des licenciements, les possibilités de reclassement et de *"départs volontaires"*.

En fait, cette politique, cela fait des mois que le patron la mène, brandissant la menace d'un licenciement collectif pour forcer les travailleurs à accepter des licenciements individuels, moyennant des indemnités dérisoires. C'est ainsi que depuis le début de l'année, il a réussi à chasser plus de 120 travailleurs de l'usine. Et aujourd'hui, c'est 136 licenciements de plus qu'il veut imposer.

Pour justifier ces licenciements, le patron invoque des *"difficultés économiques"*, *"la concurrence"*, tout un discours qu'il nous sert depuis des années, chaque fois qu'il prend des mesures anti-ouvrières.

Mais là aussi ce ne sont que des mensonges. En fait de difficultés économiques, la SAFT a fait 11 % de bénéfices en plus pour l'année 1990. Et pour ce qui est de la concurrence, elle la rachète carrément, puisque à peine connus les licenciements, la direction de la SAFT a fièrement annoncé qu'elle venait de racheter NIFE, son principal concurrent, pour une somme de 150 millions.

La politique de la direction de la SAFT, comme de la plupart des grandes entreprises qui annoncent des plans de licenciements, c'est de vider les usines pour faire trimer encore plus ceux qui restent.

Face à cela, le mardi 11 décembre, une assemblée générale convoquée par la CGT et la CFDT a rassemblé 160 personnes. A une centaine, nous sommes montés dire au patron que nous refusions ces licenciements. Enfin le 19 décembre, le jour où le plan de licenciements doit être officiellement annoncé en CCE, nous avons décidé de montrer notre détermination à nous opposer à la politique du patron.

Correspondant LO

Biscuits Belin - Château-Thierry (02)

Le patron, on lui fait sa fête !

Comme chaque année, les usines Belin à Château-Thierry ont organisé la fête de fin d'année pour le personnel. Le chapiteau a été planté et que la représentation commence, samedi 15 décembre, avec au programme, Daniel Guichard et un montreur de crocodiles.

Il faut dire que cette année l'ambiance est différente. Au mois de mars dernier, un plan «social» a été mis en place et 256 suppressions de poste vont s'étaler jusqu'en octobre 1991. Il y a eu deux petits mouvements au mois de mai et l'ensemble du personnel s'était parfaitement rendu compte que les belles paroles de la direction, qui se veut très compréhensive et proche de *«ses collaborateurs»*, n'étaient que poudre aux yeux.

Mais, place à la fête ! Sophie Darel, l'animatrice-présentatrice-imitatrice, entre en scène en remerciant le public et se réjouissant de la présence du directeur et du chef du personnel de Belin ainsi que de Monsieur le Maire lui-même. Premières fausses notes, le public crie, siffle, quelques mots bien sentis sont même proférés.Quel n'est pas l'embarras des «officiels» attendant que l'orage passe. Finalement, ce sont par de vigoureux *«enchaînons, enchaînons»* que Sophie Darel introduit la suite du spectacle.

Fin de la première partie, entracte.

Tout aurait pu se passer convenablement si, au début de la seconde partie, Sophie Darel n'avait pas voulu caricaturer la rencontre amoureuse d'Henri Krasucki et d'Arlette Laguiller. Mal lui en prit. Plusieurs assistants ont repris le nom de notre camarade avec des vivats et des applaudissements nourris. Il ne restait plus qu'à enchaîner le plus rapidement possible...

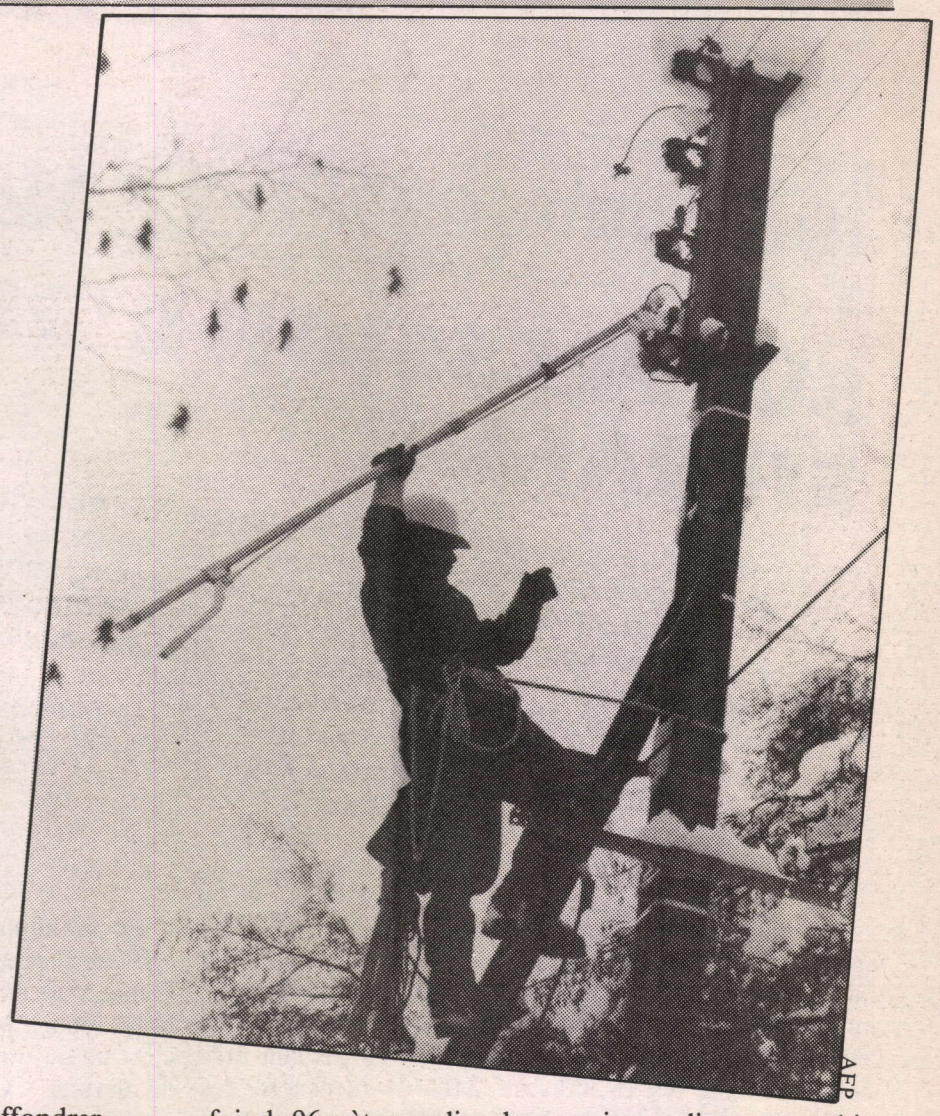
Un bien bel après-midi, un spectacle animé et nombreux parmi nous s'en souviendront même si certains, un peu déçus, pensaient que les crocodiles auraient pu faire un effort en allant faire un tour du côté de Monsieur le Maire et de la direction de Belin.

Correspondant LO

Télécoms

Dans les équipes mobilisées pour rétablir les lignes

LES ÉCONOMIES ÇA SE PAYE !


AFP

Suite aux fortes chutes de neige du dimanche 9 décembre, des milliers de foyers ont été privés de téléphone. Dans l'Ain et dans l'Isère, des agents des services des Télécoms de la région lyonnaise ont été envoyés en renfort. Plus d'une semaine plus tard, ils commencent à rentrer dans leurs services, après avoir travaillé sans discontinuer, souvent le samedi et le dimanche, et souvent avec des moyens de fortune. Voici ce qu'ils racontent...

«Nous avons été envoyés sur place à partir du mardi 11 et du mercredi 12 décembre. Mais le plan ORSEC n'a été déclenché que le jeudi. A partir de ce moment-là, les soldats ont déblayé les routes jour et nuit, et des pompiers volontaires venus d'autres départements ont dégagé les arbres.»

Les moyens de déplacement ?

«En plus de nos véhicules habituels, des 4 × 4 avaient été loués par les Télécoms, mais en tout petit nombre. Dans un secteur, il y en avait un pour 20 équipes de 3 agents. On se l'arrachait !

Certaines fermes isolées n'ont pas été dépannées parce qu'on n'arrivait pas à s'approcher. Il a fallu revenir après le chasse-neige.

Quelques-uns ont eu des raquettes pour marcher sur la neige. Mais ailleurs il n'y en avait pas. J'ai essayé d'en fabriquer avec des plaques de plastique, mais au bout de 200 mètres je me suis enfoncé dans la neige jusqu'à la taille.»

Et le matériel ?

«On était venus avec les voitures pleines. Mais on n'a pu faire que du provisoire : rattacher les cables tombés à terre – mais comme on a pu – changer ceux qui étaient coupés – vite fait – sans trop pouvoir respecter les normes. Quand les poteaux n'avaient plus d'armement, on attachait avec «des bouts de ficelle». Quand le poteau était par terre, on attachait à un arbre voisin, lui, encore debout.»

Vous avez rencontré beaucoup de gens en détresse ?

«Oui. Ceux qui n'avaient ni électricité, ni téléphone, ni eau – il y a beaucoup de pompes électriques – avec en plus les toits qui menaçaient de s'effondrer.»

Pourquoi des dégâts si importants ?

«Les trois quarts des lignes téléphoniques coupées l'ont été par des branches d'arbre qui n'ont pas résisté au poids de la neige, et qui ont cassé, ou tiré sur les câbles.»

L'élagage que l'on faisait il y a quelques années aurait évité ça ?

«Bien sûr. Et puis souvent l'armement des poteaux qui supportaient les lignes est fait avec du feuillard trop fin qui casse facilement. A certains endroits, la distance entre poteaux est de 60 mètres, et même une fois de 96 mètres au lieu des 40 maximum d'après la norme. Ça économise des poteaux. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on a trouvé des lignes qui passent à travers bois au lieu de faire le tour par la route. Et avec ce temps c'est devenu inaccessible.

Il y a même des lignes de sécurité pour relier les barrages (il y en a beaucoup dans l'Ain) qui font des kilomètres de long et qui suivent des routes forestières mal entretenues, et cela juste pour que la ligne ne franchisse pas une circonscription de taxe. Ainsi EDF fait des économies, mais ces lignes sont bien plus exposées.

Et puis, toujours par souci d'économie, les petits centraux de campagne ne sont pas équipés de groupes électrogènes – juste des batteries qui tiennent quelques heures. Alors quand l'alimentation EDF est coupée, ça fait mille abonnés en panne d'un seul coup, jusqu'à ce que des groupes soient livrés (certains venaient de Toulon !). Et encore fallait-il pouvoir accéder jusqu'au central qu'on a parfois trouvé avec toute la neige du village entassée devant la porte...»

SNCF Triage de Saint-Jory (31)

LES CHEMINOTS CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES

L'inquiétude règne au triage SNCF de Saint-Jory, situé à environ 15 kilomètres de Toulouse, et qui emploie environ 400 cheminots.

La direction régionale a annoncé, d'ici 1994, un plan de réduction d'activité qui va se traduire, dans l'immédiat, par la suppression de 12 postes à l'expoitation, avec le passage de 3 × 8 en 2 × 8. 22 trains vont être supprimés, et de 2 200 wagons par jour traités en 1983, on passerait à 400 en 1994.

Même si elle s'inscrit dans une politique de réduction du trafic des wagons «isolés» au profit des trains complets, cette réduction d'activité n'est pas nouvelle. Aujourd'hui, le triage ne traite déjà plus que 800 wagons, et cela fait déjà belle lurette qu'en douce, par le biais de mutations volontaires ou consenties et de départs à la retraite non remplacés, les effectifs ont été réduits. Par exemple, à l'Entretien, d'un effectif de 110 en 1986, on est passé à 63 aujourd'hui.

Moins de wagons à trier, c'est aussi moins de wagons à entretenir, à visiter, à déplacer, moins d'entretien de voies, etc. et tous les services seront touchés. Et ce que craignent beaucoup de cheminots, avec les suppressions d'emploi et cette quasi-fermeture du triage à terme, c'est la mutation dans d'autres services de la SNCF, voire en dehors de Toulouse.

Lundi 10 décembre, une première assemblée générale rassemblait un peu plus d'une centaine de cheminots, tous services confondus, à l'appel de tous les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC). Après avoir retracé le bilan des mesures envisagées et parlé sur le thème de *«la casse de l'entreprise et du tissu industriel de la région»*, les syndicats proposaient de faire 59 minutes de grève par jour, avec des temps forts comme le mardi 18 décembre où devait se tenir un CE qui devait se prononcer sur ces mesures. Pour les dirigeants syndicaux, on pouvait tenir comme cela un mois ou plus.

Parmi les présents, il ne s'est trouvé qu'un seul cheminot pour dire que 59 minutes par jour ne suffiraient pas pour faire reculer la direction, et qu'il fallait se montrer plus déterminés pour empêcher de nouvelles suppressions d'emplois. Les dirigeants syndicaux ont argumenté contre en ranimant le souvenir des pertes financières subies lors de la grève de 1986. Et finalement, lors de l'AG suivante de vendredi 14, ces 59 minutes de grève par jour étaient adoptées à la quasi-unanimité des 150 présents.

Mais même s'ils se sont ralliés à cette proposition, un certain nombre de cheminots se rendent compte que ces 59 minutes par jour ne suffiront sans doute pas à faire reculer la direction.

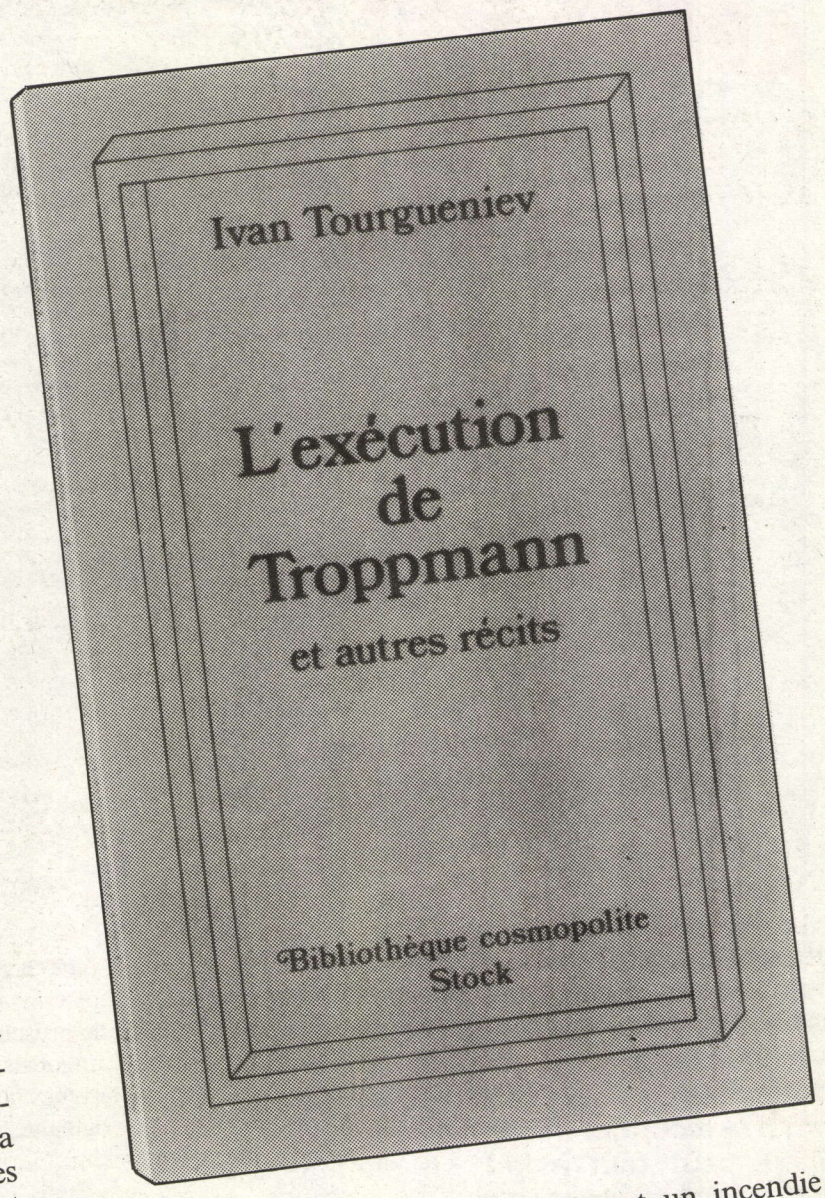
Mardi 18 décembre, c'est à environ une centaine que les cheminots de Saint-Jory se sont retrouvés à la direction générale où se tenait le CE. Le directeur régional est venu s'adresser à eux dans le hall d'entrée : il a dit qu'il ne reviendrait pas sur la décision de supprimer 12 postes pour le 27 janvier et qu'il ne pouvait rien préciser quant à l'avenir avant mars 1991. C'est sous les huées qu'il a tourné les talons pour regagner ses quartiers.

Mercredi 19 décembre, les syndicats proposaient de *«faire monter l'action d'un cran»* et de faire 24 h de grève le vendredi. Deux jours plus tard, la quasi-totalité du triage était en grève. Parallèlement, les syndicats avaient appelé plusieurs secteurs de Toulouse à débrayer en solidarité. A l'AG de Saint-Jory, le chef de la circonscription d'exploitation demanda à pouvoir prendre la parole. Ça démarra par un dialogue ennuyeux sur le thème de *«l'intérêt de l'entreprise»*, lui parlant *«compétitivité»*, les syndicats parlant *«casse de l'entreprise»*. Puis un cheminot l'interpella sur son engagement qu'il n'y ait pas de mutations arbitraires : que valait cet engagement et pour combien de temps, ce n'était que sa parole à lui, pas celle de ses successeurs ni celle de la SNCF.

Poussé dans ses retranchements, le chef de la CEX finit par dire qu'il était formel... jusqu'en 1994. On en est là, et les syndicats ont proposé de continuer à faire 59 minutes de grève par jour dans la période des fêtes et tout le monde doit se revoir à la rentrée pour décider de la suite.

L'EXÉCUTION DE TROPPMANN et autres récits

d'Ivan Tourgueniev



Pour la première fois réunis, les textes de Tourgueniev qui constituent ce recueil n'avaient été publiés, jusque-là, que dans des revues de l'époque et de fait sont quasiment inédits pour le public d'aujourd'hui.

Tourgueniev, auteur russe, passa l'essentiel de sa vie en France et trois des cinq essais de ce recueil sont consacrés à des choses vues à Paris en 1848 et 1870.

Le premier relate la rencontre, au début de l'année 1848, entre Tourgueniev et un certain Monsieur François (qui a réellement existé), un de ces républicains quarante-huitards qui lui annonce tout de go :

– *«Nous sommes au commencement de février ; avant qu'il soit un mois, la France sera en République.*

– *En République !*

– *Oui, en République. Mais attendez avant de vous réjouir, si toutefois la nouvelle vous réjouit.*

Avant la fin de l'année, les Bonaparte possèderont (il se servit d'un mot cynique) *cette même France».*

Suit une série de dialogues assez déconcertants avec ce Monsieur François, passionné de politique et surtout amateur de paradoxes ; dialogues qui éclairent cependant de façon assez originale les milieux et la mentalité de ces petits bourgeois républicains finalement assez cyniques.

La nouvelle suivante, toujours sur la révolution de 1848, se passe pendant les journées insurrectionnelles de juin. L'auteur fait se rencontrer un bourgeois, qui se calfeutre chez lui malgré la chaleur, et un ouvrier, un personnage assez émouvant, qui vient (parce que *«les nôtres m'ont envoyé»*) donner des nouvelles au père de son fils retenu aux barrières de Paris par l'insurrection. Cet ouvrier explique ainsi l'insurrection : *«En février, nous avons promis au gouvernement provisoire d'attendre trois mois ; les trois mois sont passés, et la misère est toujours la même – elle est même encore pire. Le gouvernement bourgeois nous a trompés, il a beaucoup promis, il n'a rien tenu. Il n'a rien fait pour les travailleurs, le gouvernement provisoire. Nous avons mangé tout notre argent ; l'ouvrage ne va plus nulle part ; les affaires sont arrêtées... Et on appelle ça une République ! Alors, périr pour périr, nous nous sommes décidés !».*

Une autre nouvelle, *L'exécution de Troppmann* raconte les derniers moments d'un condamné à mort en 1870. L'exécution alors était publique, et le directeur de la prison faisait même les choses en grand, invitant largement notables et bourgeois de ses relations, dont Tourgueniev, à une petite fête préparatoire au spectacle. Quoique un peu horrifié, Tourgueniev assura bravement son reportage jusqu'au bout. Comme il le confie à la fin du récit : *«Je me pardonnerai à moi-même une curiosité mal placée, si mon récit donnait quelques arguments aux défenseurs de l'abolition de la peine de mort ou du moins de l'abolition de sa publicité».* Et le fait est qu'il s'agit d'un récit proprement insupportable, d'une exécution à froid et en direct.

Enfin, les autres nouvelles, plus personnelles, relatant un incendie en mer et l'histoire de la fin d'un tyranneau de village en Russie se lisent aussi avec plaisir, d'autant que Tourgueniev sait surprendre son lecteur en se plaçant, à chaque fois, à rebours des idées généralement reçues.

Cécile BERNIER

L'exécution de Troppmann et autres récits d'Ivan Tourgueniev. Bibliothèque cosmopolite Stock. 50 F.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

APRÈS LA DÉMISSION DE CHEVARDNADZE

AFP

Moscou : des moscovites présentent leur ticket pour recevoir de vivres.

AFP

Edouard Chevardnadze.

S'il y a une hypothèse que l'on peut écarter à propos de la démission spectaculaire du ministre des Affaires étrangères soviétiques, Chevardnadze, c'est la justification officielle de l'intéressé : *«Je ne peux pas donner mon accord à la dictature qui arrive»*.

S'il se peut tout à fait, en effet, que la *«dictature arrive»*, il est en revanche difficile de croire que Chevardnadze, ancien pilier de la dictature sous Brejnev et ses successeurs, ancien haut dignitaire du KGB, ancien chef politique de la bureaucratie géorgienne, soit motivé par de pures convictions démocratiques...

Que cette démission ait une signification à usage externe – un raidissement de la diplomatie soviétique à l'égard de l'Occident, comme tendraient à le faire croire d'autres déclarations, notamment celles de l'actuel chef du KGB qui vient de dénoncer violemment les ingérences étrangères en URSS – ou une signification intérieure, venant de la part d'un homme qui passait pour «réformateur», elle souligne, de façon spectaculaire, que la haute bureaucratie n'est pas unanime et que des rivalités et des antagonismes, sinon des désaccords profonds, la divisent.

LES ZIGZAGS DE GORBATCHEV

Gorbatchev lui-même, qui semblait passer il y a deux ou trois mois dans le camp de ceux qui voulaient hâter le passage à l'économie de marché et mettre sur pied un système politique ressemblant à celui des pays d'Occident, vient de faire coup sur coup plusieurs pas en arrière. Il a raidi son attitude à l'égard des Républiques périphériques qui revendiquent leur indépendance, en les menaçant d'état d'urgence et d'administration directe. Il a permis – bon gré mal gré – au KGB et à des officiers supérieurs de l'armée de se mettre en avant pour dénoncer le «laxisme» ambiant qui risque de faire éclater l'URSS. Contre l'anarchie économique montante, il a rappelé à l'ordre les entreprises sur la nécessité de respecter les prescriptions du plan, en ressortant de l'arrière-plan discret où il s'est réfugié, le comité d'Etat à la planification, le Gosplan.

Il serait certainement précipité d'accorder à chacun des zigzags oratoires de Gorbatchev, plus d'importance qu'ils n'en ont. L'actuel chef du Kremlin a montré, depuis son accession au pouvoir, sa capacité d'opportunisme. Mais en l'occurrence, ce ne sont pas seulement ses «talents» politiques personnels qui sont en cause. Même sous la dictature féroce de Staline qui, lui, ne fut pas ouvertement contesté par la haute bureaucratie comme l'est Gorbatchev aujourd'hui, on a vu bien des fois la bureaucratie, confrontée à une crise sociale, procéder à de brusques tournants, renier un jour ce qu'elle affirmait la veille.

L'originalité, si l'on peut dire, d'un Gorbatchev qui détient plus de pouvoirs légaux mais moins de pouvoir réel que Staline, réside dans le fait que les zigzags politiques ont été, jusqu'à présent, purement verbaux. Les dirigeants parlent beaucoup, mais ne font rien. Le verbe tient lieu pour l'instant de trique, de balle dans la nuque et de camps de concentration.

LES RÉSISTANCES DE LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE

Lorsque Eltsine accuse Gorbatchev, selon ce qu'en a rapporté *Le Monde*, *«de vouloir réanimer la gestion bureaucratique sous une forme plus dure qu'avant» et de manipuler à cette fin «l'armée, le KGB et les forces du ministère de l'Intérieur»*, c'est de bonne guerre, mais cela n'éclaire pas pour autant sur la politique que Gorbatchev veut mener, à supposer que lui-même le sache. Cela ne mérite pas plus de crédit que, à l'inverse, lorsque Gorbatchev affirmait, quelques semaines plus tôt seulement, sa volonté de rétablir l'économie de marché en 500 jours, sur la base du rapport de son conseiller Chataline. Le dit Chataline a affirmé d'ailleurs, dans une toute récente interview à une radio périphérique, qu'il ne fallait pas attribuer à des échéances de ce genre d'autre importance que symbolique – ce dont on se serait douté – ajoutant que le rétablissement de l'économie de marché *«est une tâche écrasante, presque impossible»*.

Ce type de déclaration peut aussi bien refléter que cet homme, qui passe pour une des principales têtes pensantes du retour au capitalisme, est en train de perdre le moral devant les difficultés de la tâche et devant les oppositions au sein même de la bureaucratie – que participer à une guerre psychologique. Exactement comme les déclarations d'Afanassiev, autre figure de proue des réformateurs, reproduites dans *Libération*, où celui-ci déplore le retour de balancier en faveur des conservateurs et pleurniche sur le fait que *«l'économie de marché est aujourd'hui attaquée certes par les conservateurs les plus durs, mais aussi par la quasi-totalité de la population»*. Et d'en déceler une des principales causes dans le fait que *«la société n'est toujours pas structurée ni différenciée. Elle ressemble à une amibe et ignore la diversité des intérêts»*.

Ce en quoi Afanassiev voit sans doute en partie juste – tout en mentant sur le fond. La société soviétique n'est peut-être pas si prête que l'espéraient certains porte-parole de la bureaucratie, à accepter l'inégalité sociale officiellement reconnue, sanctionnée par la propriété et l'accumulation privée. Mais c'est un mensonge de dire que la société *«ignore la diversité des intérêts»*.

La bureaucratie, les couches privilégiées ont des intérêts qui sont opposés à ceux de la classe ouvrière. Ceux qui, dans la bureaucratie commencent à donner de la voix pour que les dirigeants ne se précipitent pas vers l'économie du marché, ne le font certainement pas parce que l'aggravation des inégalités sociales qui en résulterait les choque. Les chefs du KGB ou les généraux constellés de décorations n'ont pas ce genre de délicatesse à l'égard des classes travailleuses. C'est sans doute le Premier ministre, Ryjkov, qui est le plus sincère lorsque, devant le «Congrès du Peuple» il s'est prononcé pour la modération dans le rythme des changements en s'exclamant : *«Le moindre faux pas provoquera une explosion sociale»*.

LA CRAINTE DE LA CLASSE OUVRIERE

Voilà la menace qui, apparemment, fait hésiter un certain nombre de bureaucrates. Voilà pourquoi un certain nombre de têtes du KGB et de la hiérarchie pensent, avec l'appui de Gorbatchev ou contre lui, que le temps de remettre de l'ordre est proche. Ils se trompent peut-être. Mais lorsque les dirigeants du KGB ou de la hiérarchie militaire donnent de la voix, cela peut viser les «libéraux» trop pressés ou viser, et ce n'est pas contradictoire, à donner les moyens au pouvoir de faire face à l'explosion sociale prévisible.

La crainte «d'explosion sociale» n'est, pour l'instant, qu'une crainte. La classe ouvrière ne pèse sur la vie politique que par la menace potentielle qu'elle représente. L'initiative appartient entièrement à la bureaucratie – pour autant que les divisions à l'intérieur de celle-ci, que les rivalités et les appétits contradictoires, la rendent capable d'initiatives.

Ce qu'on peut souhaiter, c'est que la classe ouvrière non seulement réagisse pour se défendre, mais qu'elle mette à profit les divergences que l'on perçoit au sein de la bureaucratie, les valses-hésitations de ses sommets politiques, pour accéder à la conscience qu'elle ne doit pas laisser aux bureaucrates le soin de décider de l'avenir de la société soviétique. Si elle a les mains libres, la bureaucratie cherchera inévitablement à accroître ses privilèges. Pour l'en empêcher, la classe ouvrière devra engager elle-même le combat, sur son terrain de classe, contre les privilèges de la bureaucratie et, à plus forte raison, contre toute tentative de la bureaucratie de consolider ses privilèges en rétablissant la propriété privée et le capitalisme.

C'est en menant ce combat jusqu'au bout, jusqu'au renversement du pouvoir de la bureaucratie et la reprise du pouvoir par la classe ouvrière, que cette dernière pourra empêcher soit une aggravation de son exploitation, soit un retour à la dictature, et peut-être, les deux à la fois.

Georges KALDY

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995